



Association Française pour la
Prévention des Catastrophes
Naturelles (AFPCN)



« Audio-visuel, retour d'expérience et mémoire des catastrophes naturelles »

Le 9 mars 2009
Institut Louis Lumière
Lyon

NOTE DE PRESENTATION

CONTEXTE

La prévention des risques naturels repose aujourd'hui très largement sur la capacité de tous les acteurs de la chaîne de prévention, depuis le responsable politique, administratif, technique, ... jusqu'au citoyen, à s'informer et être tenu informé. Que ce soit pendant la crise, lorsque l'événement survient, ou, hors période de crise, dans la phase réservée aux actions préventives de toute nature.

Cette *information*, entendue au sens large, à la fois en terme de contenus, de formes, de procédures, constitue aujourd'hui pour qui veut l'embrasser une nébuleuse d'une grande complexité où s'entrecroisent de multiples registres de connaissances (administratifs, techniques, géographiques, humains, etc.), dans des contextes de production et de diffusion très variés, à des échelles territoriales et temporelles elles aussi variables.

Ce constat rend compte de la complexité même de l'objet traité, à savoir la prévention des catastrophes et la gestion des risques naturels sur un territoire.

Dans ces conditions, on a tous pu constater les limites des formes et supports traditionnels de l'information - en particulier du texte imprimé (livres, plaquettes et autres publications) - qui peinent, sur nos thématiques, à assurer leur fonction de partage et transmission de la connaissance.

Les médias audiovisuels, renforcés encore par les possibilités extraordinaires que le réseau Internet met désormais à disposition de tous les acteurs de la société civile, peuvent-ils offrir des alternatives concrètes et innovantes à cette situation ?

La journée organisée conjointement par l'AFPCN et la Direction Régionale de l'Environnement Rhône-Alpes (DIREN Rhône-Alpes) souhaite ouvrir le débat sans prétendre balayer toutes les problématiques sous-jacentes. Elle s'intéressera plus particulièrement aux réponses que l'audio-visuel - entendu ici au sens large (outils et métiers) - peut apporter en termes de conservation et de diffusion pérenne et adaptée des connaissances sur le sujet.

Plusieurs enjeux, propres à la prévention des risques naturels, nous semblent a priori pouvoir bénéficier à la fois des capacités techniques de cette interface et plus encore des acteurs et des métiers qui la constituent. La liste n'est pas exhaustive et chaque point évoqué soulève des questions multiples sur lesquelles les différentes interventions de la journée et les débats apporteront, nous l'espérons, des éclairages.

ENJEUX

Le film, le reportage, permettent tout d'abord simplement de rendre compte d'un événement ou d'une série d'événements, de l'action d'un acteur, ou plus largement de la mise en œuvre d'une politique mais aussi, pourquoi pas, de l'état de vulnérabilité d'un territoire face à tel ou tel aléa naturel, etc. Les formes de

restitution sont diverses. La réalisation (documentaire, reportage, voire fiction) reprend alors la fonction du récit en lui associant les vertus du montage de l'image animée et du son.

L'utilisation du film peut aussi, au-delà de l'information circonstanciée, servir à fixer ou à faire renaître la mémoire d'un événement, d'une situation, d'un lieu, etc.

L'enregistrement audio-visuel, sans qu'il y ait forcément et systématiquement montage d'un film, peut être mené pendant ou après des événements, sur des territoires à enjeux, de façon à constituer une banque d'images (rushes) qui pourra à loisir être utilisée ensuite pour la réalisation de montages adaptés à la demande. On soulignera ici tout l'intérêt de l'enregistrement audiovisuel direct de témoins d'événements, acteurs de la gestion de crise ou victimes.

Dans la même veine, le repérage et la collecte d'enregistrements anciens (films professionnels ou amateurs), dont certains remontent à l'origine du cinéma, complètent ce travail. On connaît tous les bandes d'images Pathé sur les inondations de 1910 à Paris. Il en existe de très nombreuses sur la thématique de l'aménagement du territoire et des risques naturels couvrant la période 1920-1970, conservés dans diverses institutions (INA, Pathé-Gaumont, etc.) ou dormant encore dans les greniers de particuliers.

Tout cela sollicite des compétences et des moyens spécifiques tant en ce qui concerne la réalisation ou la collecte, que la conservation et plus encore la diffusion.

Le développement du très haut débit sur internet ouvre des perspectives nouvelles de ce point de vue, pour le meilleur (cf. accès rapide et en continu à l'information) mais aussi pour le pire. On a vu récemment, à travers certains faits divers, l'impact que pouvait avoir la diffusion sur le web de vidéos amateurs. Compte tenu de la complexité des sujets couverts par le champ de la prévention des risques naturels, des questions de fond se posent sur les éléments d'appréciation qualitatifs – tous registres confondus – dont dispose réellement l'internaute. A-t-il vraiment les moyens d'avoir un recul critique ?

La conservation et la diffusion des réalisations audiovisuelles posent d'autres questions pratiques. Elles sont d'ordre technique par exemple. Tout simplement parce que les formats, les matériels, etc., évoluent très rapidement et demandent un investissement humain et financier régulier et important pour simplement permettre de lire le document, le transférer sur de nouveaux supports (cf. formats numériques). L'archivage et le traitement à grande échelle des images (repérage, extraction thématique des plans), font appel de leur côté à des techniques de pointe. Certaines relèvent de la recherche et sont difficiles à mobiliser sans un minimum de rapprochement de compétences et de mutualisation des moyens. On pourrait évoquer également les questions d'ordre juridique liées aux statuts des documents audiovisuels et à leurs ayants droit.

PERSPECTIVES

Quelles réalités concrètes donner à ces remarques ?

Tout d'abord, un certain nombre de choses existent déjà. Des films, des reportages sur la thématique des risques naturels ont été réalisés au cours de ces dernières années par de multiples acteurs à l'occasion d'événements ou dans le cadre d'actions de sensibilisation. D'autres interfaces audiovisuelles spécifiques sont disponibles. On citera, à titre d'exemples et parmi d'autres, le DVD « Neige et avalanches » du Centre Régional de Documentation Pédagogique (CRDP) de Grenoble réalisé en collaboration avec différents partenaires scientifiques et techniques ou le DVD restituant l'exercice transfrontalier de protection civile du 20 juin 2007 mené dans le cadre du projet Interreg RIVES. Le souci est plus alors aujourd'hui de savoir exactement ce qui existe, sous quelle forme, comment se les procurer. On comprend aisément que les contenus, les formes et longueurs doivent être adaptés en fonction des besoins ou des objectifs. N'y-a-t-il pas là un premier travail d'inventaire à mener ?

Mais parler de la catastrophe naturelle potentielle ou survenue sans forcément être catastrophiste demande de dépasser certaines formes habituelles de restitution des connaissances. Les journalistes, les réalisateurs audiovisuels ont peut être une place plus importante à prendre aujourd'hui pour éclairer la complexité des informations, et assurer, en direction du public, la traduction du langage des scientifiques et des experts. Comment, aujourd'hui, assurer cette « traduction » à un échelon suffisamment proche des questions portées par les territoires et leurs habitants ?

Les questions listées ci-dessous (elles n'ont rien d'exhaustif) cherchent avant tout à ouvrir des pistes concrètes de réflexion sur les deux éléments fondamentaux constitutifs et intimement imbriqués que sont :

1 - La constitution et l'entretien d'un fonds audiovisuel de base (où ? comment ? avec qui ? etc.) sur la thématique aménagement du territoire / catastrophes-risques naturels (versus retour d'expérience, mémoire collective).

2 – La mise à disposition et la diffusion « opérationnelles » de ces contenus.

❖ **Enregistrer, collecter, conserver**

Collecter les films amateurs et professionnels anciens et récents sur le thème de l'aménagement du territoire et des risques naturels.

- Comment convaincre les acteurs et habitants d'un territoire qu'ils acceptent de mettre à disposition les films qu'ils détiennent ?
- Comment conserver ces films ?
- Comment mettre à disposition ces images ou les diffuser à la demande ?

Enregistrer pendant la crise et le déroulement de l'événement ?

- Quelle faisabilité réelle ? Comment (équipes audiovisuelles de terrain préformées) ?
- Quels gains en termes de données et de diffusion de connaissances par la suite ?
- Quel partenariat (organisation préalable) avec les acteurs de la gestion de crise (préfecture, SDIS, élus, population) ? avec les acteurs socioculturels ?
- Quel coût ?

Stocker, sauvegarder les documents audiovisuels

- Quel rôle joué par les établissements publics en charge de la conservation des archives ?
- Quels moyens techniques et humains particuliers ?
- Quelle accessibilité finale aux documents originaux conservés ?

❖ **Réaliser et diffuser**

Face à l'importance prise aujourd'hui par les enjeux environnementaux, les médias télévisuels sont à la recherche de productions sur la thématique. Il y a là pour les réalisateurs et en même temps pour les acteurs de la prévention des risques naturels des créneaux à saisir. Encore faut-il être en capacité de proposer des « produits » qui répondent aux attentes des diffuseurs et des téléspectateurs.

- Qui réalise ? (société de production et maître d'ouvrage local ?)
- Quelles réalisations audiovisuelles et à quels coûts ?
- Les TV sont-elles les seuls diffuseurs ? Quelles autres formes de diffusion possibles pour les films ? Projections à la demande en un lieu ? (par qui ? avec quels moyens ?)
- Quelle place sur Internet ?
- Doit-on et/ou peut-on tout mettre en libre accès ?
- Quels partenariats locaux envisageables (acteurs socioculturels, Education Nationale, etc.) ?